Alignement ou dissonance des opinions politiques familiales en fonction de la filière académique et des sociabilités étudiantes

Dorine Le Flohic

Quand l'université questionne l'héritage politique familial : À l'intersection des filières académiques et des sociabilités étudiantes, les opinions politiques des jeunes peuvent se confirmer, se réorienter ou entrer en dissonance avec celles transmises par leur famille.

L'entrée à l'université, et plus largement le début des études supérieures, constitue un épisode significatif dans le passage vers le statut d'adulte. En effet, au cours de cette transition, les étudiant·es quittent souvent le foyer parental, acquièrent une autonomie nouvelle et s'ouvrent à des expériences inédites, tant sur le plan intellectuel que relationnel. Cette étape marque souvent une forme de distanciation – voire de rupture – vis-à-vis de la socialisation familiale (enc. 2), ce qui peut entraîner une reconfiguration des repères politiques hérités.

Encadré 1 : Enquête POF sur le rapport à la politique chez les étudiants
Cette enquête a été menée en 2024-2025, dans le cadre de l'enquête par questionnaire annuelle du collectif POF (Paris-Nanterre, Paris 8-Vincennes-Saint-Denis, Brest, Le Havre, Nantes, Grenoble, Tours, Caen, Saint-Étienne, Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, ENS-Paris-Saclay), les universités collaborent sur l'enquête nommée « Les étudiant-e-s et le rapport à la politique ». Le questionnaire élaboré au cours du premier semestre nous a permis de recueillir des données sociodémographiques telles que le genre, l'âge, le lieu de résidence ou encore l'origine sociale. Il visait également à analyser les pratiques d'information politique des étudiants afin de comprendre comment celles-ci influencent leurs représentations, leurs opinions et leurs formes d'engagement politique.
Pour mener cette enquête, au cours de la semaine du 16 novembre à l'université de Tours, nous avons réalisé la passation. Durant celle-ci, nous avons combiné deux méthodes pour administrer notre questionnaire : le mode auto-administré en ligne et la méthode en face-à-face avec un enquêteur présent. Cette approche mixte vise à optimiser la qualité et la quantité des réponses tout en s'adaptant aux contraintes organisationnelles et techniques. Toutefois, certaines vicissitudes propres au terrain impliquent qu'une partie de notre échantillon aléatoire par grappe, puisse être moins interrogée et donc moins représentée dans notre enquête (refus des enseignants, absents). En définitive, le collectif POF a hérité de 13 217 questionnaires, soit 13 217 individus ont pris part à notre enquête.

Loin de n'être qu'un lieu de transmission de savoirs disciplinaires, l'université est aussi un espace de socialisation à part entière. Les étudiant·es y sont confronté·es à de nouvelles normes, valeurs et interactions qui participent à la reformulation de leurs rapports à la politique. Les sociabilités développées dans ce cadre – qu'elles prennent la forme de liens amicaux, d'engagements associatifs, de rapports aux enseignant·es ou de débats militants – peuvent favoriser l'émergence de postures politiques plus affirmées. Pour autant, cette dynamique n'est ni linéaire, ni homogène. Certaines filières, notamment en sciences humaines et sociales, semblent davantage encourager un rapport critique et engagé au politique (Michon, 2008), tandis que d'autres – plus techniciennes ou professionnalisantes – tendent à privilégier des compétences jugées "neutres", en phase avec les exigences du marché de l'emploi, mais moins propices à une politisation explicite.

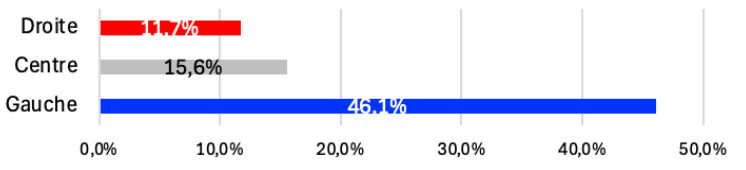
Encadré 2 : Définition des termes
Socialisation : Processus d'intériorisation des normes et valeurs sociales qui construit l'identité de l'individu. Elle se divise en socialisation primaire, influencée par la famille, et socialisation secondaire, qui se déroule à travers les interactions scolaires et sociales. (Berger et Luckmann)

Politisation familiale : Transmission des repères et dispositions politiques au sein de la famille. (Anne Muxel)

Dans cette perspective, la socialisation politique ou politisation (enc.2) – comprise comme le processus par lequel les individus construisent leurs opinions, attitudes et comportements politiques – ne saurait se limiter à la sphère familiale. Comme l'ont montré de nombreux travaux, cette socialisation s'inscrit dans une pluralité d'espaces – amicaux, éducatifs, professionnels – qui façonnent, tout au long de la vie, les affinités politiques (Muxel et al., 2000). L'université, en tant que lieu de socialisation secondaire (enc. 2), participe pleinement de cette dynamique, notamment à travers les pratiques d'information (consultation de contenus en ligne, discussions entre pairs, expositions médiatiques) et la diversité des interactions sociales.

Ce travail propose d'interroger les effets différenciés des trajectoires universitaires et des formes de sociabilité développées dans l'enseignement supérieur sur la politisation des étudiant·es. Alors que l'on sait que la socialisation primaire (enc.2) a un effet sur les orientations politiques des étudiant·es, dans quelle mesure les nouvelles sociabilités construites dans le cadre des études influencent, modifient ou transforment les affinités politiques des étudiant·es ? À travers cette enquête, il s'agit d'analyser dans quelle mesure les opinions des étudiant·es s'alignent ou s'éloignent de celles de leur famille, et en quoi les contextes relationnels, les disciplines académiques ou les pratiques d'information participent à un renforcement, une réorientation ou une rupture avec l'héritage politique familial. L'objectif est de saisir les recompositions générationnelles du rapport à la politique à l'université, dans toute leur diversité.

Figure 1 : Le positionnement politique des étudiants

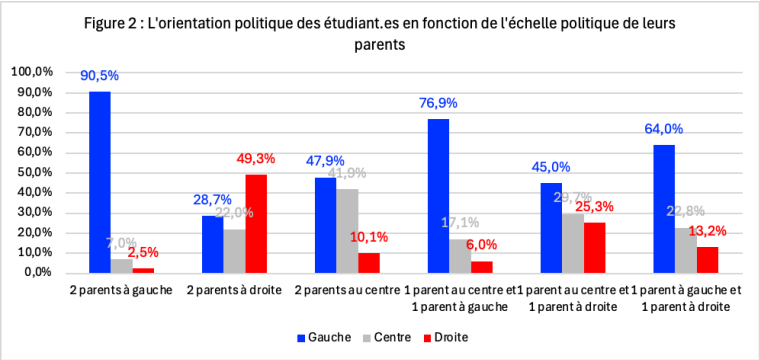


Note de lecture : 11,7% des étudiants se positionnent à droite sur l'échelle politique.
Source : Enquête « Les étudiant-e-s et le rapport à la politique » (ETUPOL), Collectif POF, 2024-2025
Champs : Ensemble des étudiants qui a répondu au questionnaire, en excluant ceux qui n'ont pas répondu, et les « ne souhaite pas répondre », « ne sait pas », « rien de tout ça ». (n = 9690)

À titre d'illustration, un premier regard sur les données recueillies révèle un certain déséquilibre idéologique : parmi les individus dont nous connaissons le positionnement politique, 46,1 % se situent à gauche, contre 15,6 % au centre et 11,7 % à droite (sur un échantillon de 13 217 étudiant·es). Ce schéma global, qui pourrait être précisé par filière et types de sociabilités, offre un point de départ pour réfléchir à l'incidence des trajectoires étudiantes sur la politisation, et à la manière dont l'université agit – ou non – comme un lieu de transformation des héritages familiaux.

Héritages familiaux : suivre ou rompre ?

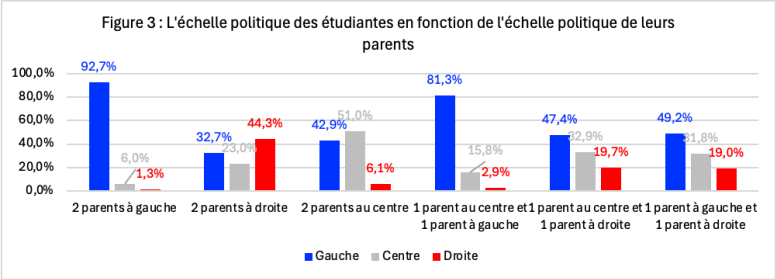
L'INFLUENCE DE LA SOCIALISATION FAMILIALE



Note de lecture : 41,9 % des étudiants ayant deux parents situés au centre se positionnent eux-mêmes au centre de l'échiquier politique.
Source : Enquête « Les étudiant-e-s et le rapport à la politique » (ETUPOL), Collectif POF, 2024-2025
Champs : Ensemble des étudiants qui a répondu au questionnaire, en excluant ceux qui n'ont pas répondu, et les « ne souhaite pas répondre », « ne sait pas », « rien de tout ça ». (n = 7416)
Khi2 : 2421 ; **ddl** : 10 ; **proba** : < 0,001 ; **V de Cramer** : 0,808

L'analyse des données sur l'influence de l'échelle politique des parents sur celle des étudiants met en évidence l'importance de la socialisation familiale (fig. 2). Par exemple, lorsque les deux parents sont à gauche, 90,5 % des étudiants s'identifient à la gauche, alors qu'avec deux parents à droite, cette proportion chute à 28,7 %, soulignant ainsi l'influence directe de l'environnement familial sur l'orientation politique. Ces résultats sont cohérents avec les travaux déjà existants, qui montrent que la transmission familiale joue un rôle clé dans la politisation des individus, en modelant leurs préférences et comportements politiques à travers les générations (Muxel et al., 2000). D'autre part, les étudiants dont un parent est à gauche et l'autre à droite présentent une répartition plus éparses et majoritaire à gauche, avec 64,0 % se positionnant à gauche, 22,8 % au centre et 13,2 % à droite, ce qui reflète la diversité et parfois la tension des influences familiales sur leur politisation.

L'INFLUENCE DU GENRE SUR L'ALIGNEMENT POLITIQUE

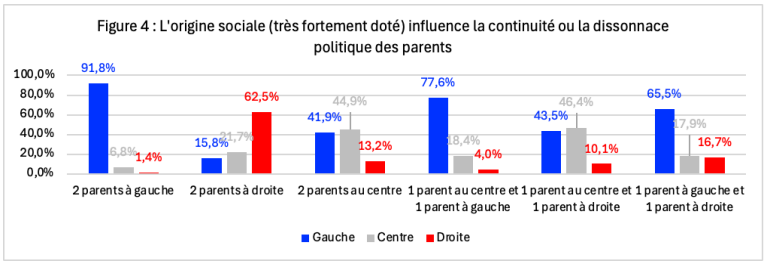


Note de lecture : 51,0 % des étudiantes ayant deux parents situés au centre se positionnent elles-mêmes au centre de l'échiquier politique.
Source : Enquête « Les étudiant-e-s et le rapport à la politique » (ETUPOL), Collectif POF, 2024-2025
Champs : Ensemble des étudiantes qui a répondu au questionnaire, en excluant celles qui n'ont pas répondu, et les « ne souhaite pas répondre », « ne sait pas », « rien de tout ça ». (n = 4857)
Khi2 : 1738 ; **ddl** : 10 ; **proba** : < 0,001 ; **V de Cramer** : 0,846

L'influence du genre sur les orientations politiques des étudiant·es se manifeste de manière notable dans la transmission des idées familiales. Les résultats de l'enquête montrent que les étudiantes de gauche suivent plus fréquemment les positions politiques de leurs parents, dont l'adhésion aux idées de gauche est plus marquée. Par exemple, 92,7 % des étudiantes dont les parents sont de gauche se déclarent elles-mêmes de gauche, contre 90,5 % dans l'ensemble. En revanche, les étudiantes issues de familles de droite montrent un attachement plus faible à ces idées, avec seulement 44,3 % se positionnant à droite, contre 49,3 % dans l'échantillon global. Cette tendance s'explique en partie par le fait que les filles suivent davantage les orientations de leur mère, mais aussi par une plus grande réceptivité aux sociabilités politiques vécues dans le cadre universitaire, qui atténuent l'adhésion à des idées conservatrices (Broutelle, 2011). Ainsi, le genre joue un rôle important dans la manière dont les idées politiques sont transmises et adaptées, les étudiantes étant plus influencées par les idées de gauche et plus sensibles aux dynamiques politiques universitaires.

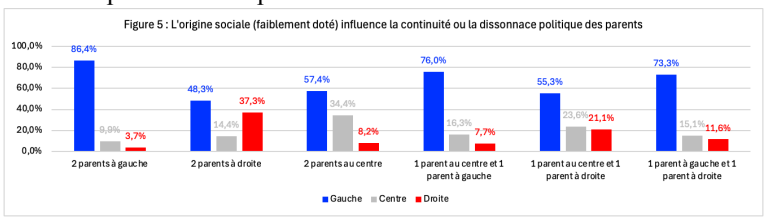
L'ORIGINE SOCIALE, UN FACTEUR DE TRANSMISSION IDÉOLOGIQUE

Nous allons ici analyser deux profils aux origines sociales contrastées, situés aux extrémités du spectre du capital scolaire. D'un côté, les étudiants issus d'un milieu très fortement doté, avec deux parents titulaires d'un diplôme de niveau Bac +5 ; de l'autre, ceux provenant d'un milieu faiblement doté, avec deux parents dont le niveau de diplôme est inférieur ou égal au CAP/BEP.



Note de lecture : 91,8 % des étudiants dont les deux parents sont diplômés au niveau Bac +5 ou plus, et se situent à gauche politiquement, se déclarent eux-mêmes de gauche.
Source : Enquête « Les étudiant-e-s et le rapport à la politique » (ETUPOL), Collectif POF, 2024-2025
Champs : Ensemble des étudiants qui a répondu au questionnaire, en excluant ceux qui n'ont pas répondu, les « ne souhaite pas répondre », « ne sait pas », « rien de tout ça », le tout accompagné du filtre capital scolaire très fortement doté, issu d'un recodage (n = 1014)
Khi2 : 519 ; **ddl** : 10 ; **proba** : < 0,001 ; **V de Cramer** : 1,012

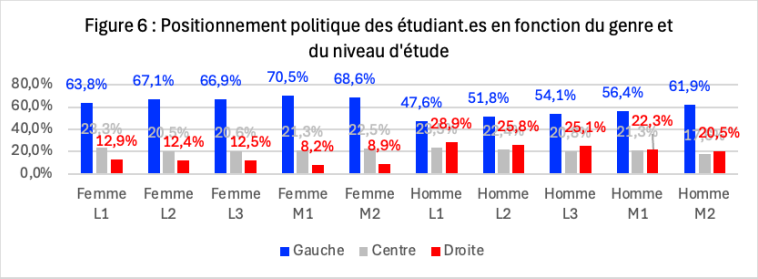
Chez les étudiants très fortement dotés (fig. 4), l'orientation politique est largement alignée sur celle des parents : 91,8 % de ceux ayant deux parents à gauche se déclarent eux-mêmes de gauche, et 62,5 % des enfants de parents de droite se positionnent à droite. Cette forte cohérence idéologique témoigne d'une transmission familiale puissante, renforcée par un haut capital culturel.



Note de lecture : 57,4 % des étudiants dont les deux parents sont titulaires d'un BEP, d'un CAP ou d'un diplôme inférieur, et se situent au centre politiquement, se déclarent de gauche.
Source : Enquête « Les étudiant-e-s et le rapport à la politique » (ETUPOL), Collectif POF, 2024-2025
Champs : Ensemble des étudiants qui a répondu au questionnaire, en excluant ceux qui n'ont pas répondu, les « ne souhaite pas répondre », « ne sait pas », « rien de tout ça », le tout accompagné du filtre capital scolaire très fortement doté, issu d'un recodage (n = 908)
Khi2 : 164 ; **ddl** : 10 ; **proba** : < 0,001 ; **V de Cramer** : 0,601

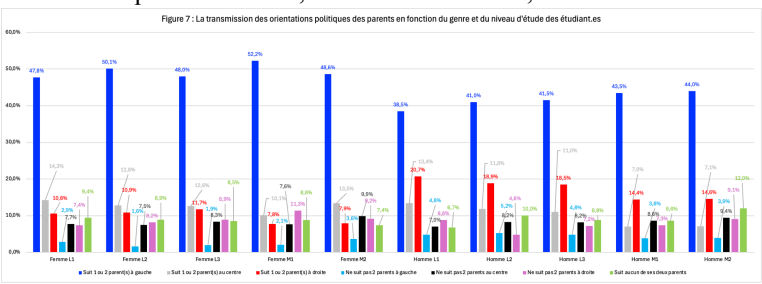
À l'inverse, chez les étudiants faiblement dotés (fig. 5), cette reproduction est plus nuancée : si 86,4 % des enfants de parents de gauche se disent aussi de gauche, seuls 37,3 % des enfants de parents de droite adoptent cette orientation. Les représentations politiques ne sont jamais innées, mais s'élaborent dans un cadre social structuré où la famille joue un rôle central dans la construction de la réalité (Berger et Luckmann, 2006). Toutefois, ce rôle se module selon les ressources disponibles, laissant davantage de place à l'autonomie ou à d'autres instances de socialisation dans les milieux populaires.

QUAND LE GENRE ET L'ANNÉE D'ÉTUDE REDÉFINISSENT L'HÉRITAGE POLITIQUE FAMILIAL



Note de lecture : 63,8 % des femmes en Licence 1 se positionnent à gauche sur l'échelle politique.
Source : Enquête « Les étudiant-e-s et le rapport à la politique » (ETUPOL), Collectif POF, 2024-2025
Champs : Ensemble des étudiants qui a répondu au questionnaire, en excluant ceux qui n'ont pas répondu, les réponses « autres », et les « ne souhaite pas répondre », « ne sait pas », « rien de tout ça ». (n = 6939)
Khi2 : 245 ; **ddl** : 18 ; **proba** : < 0,001 ; **V de Cramer** : 0,233

Le genre et le niveau d'étude se révèlent être des facteurs clefs dans la construction des positions politiques des étudiant·es, influençant leur trajectoire idéologique tout au long de leur cursus (fig. 6). Les résultats de l'enquête montrent que les femmes, en particulier, ont tendance à adopter des positions plus marquées à gauche que les hommes, avec une évolution visible au fil des années universitaires. Par exemple, en Licence 1, 63,8 % des femmes se déclarent à gauche contre 47,6 % des hommes, et cette tendance se renforce en Master 2, où 68,6 % des femmes sont à gauche contre 61,9 % des hommes. En revanche, les hommes présentent une plus grande polarisation, avec 28,9 % des étudiants se positionnant à droite dès la première année, contre seulement 12,9 % des femmes.

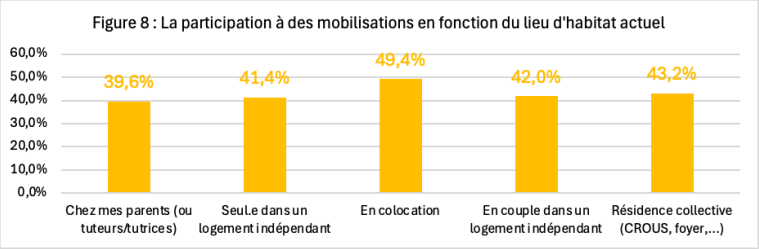


Note de lecture : 47,8 % des femmes en Licence 1, suivent 1 ou 2 parents à gauche de l'échelle politique.
Source : Enquête « Les étudiant-e-s et le rapport à la politique » (ETUPOL), Collectif POF, 2024-2025
Champs : Ensemble des étudiants qui a répondu au questionnaire, en excluant ceux qui n'ont pas répondu, les réponses « autres », et les « ne souhaite pas répondre », « ne sait pas », « rien de tout ça ». (n = 6939)
Khi2 : 205 ; **ddl** : 54 ; **proba** : < 0,001 ; **V de Cramer** : 0,070

En ce qui concerne l'alignement avec les positions politiques familiales (fig. 7), les femmes sont également plus enclines à suivre les orientations de leurs parents, particulièrement lorsque ces derniers sont de gauche, avec 47,8 % des étudiantes en L1 qui se déclarent de gauche, contre 38,5 % chez les hommes. Toutefois, à mesure que les étudiants progressent dans leurs études, une certaine indépendance politique se manifeste, en particulier chez les hommes, avec 12,0 % ne suivant pas les idées de leurs parents en M2. Ces résultats suggèrent que le genre et le parcours universitaire jouent un rôle crucial dans le développement des opinions politiques des étudiant·es, les femmes restant plus ancrées dans des idéologies familiales et de gauche, tandis que les hommes affichent une plus grande diversité politique, se détachant davantage des opinions parentales.

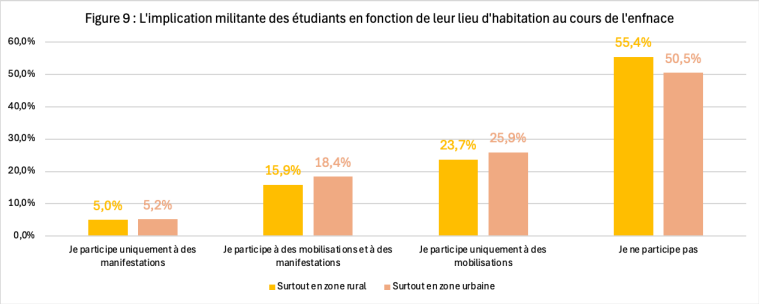
L'habitat étudiant, lieu de socialisation politique

MOBILISATIONS ET MANIFESTATIONS : UN EFFET DU LOGEMENT OU DE LA VILLE D'ORIGINE



Note de lecture : 49,4 % des étudiants vivant en colocation, participe à des mobilisations (AG, politique syndicale, solidaire, manifestation, blocus, boycott)
Source : Enquête « Les étudiant-e-s et le rapport à la politique » (ETUPOL), Collectif POF, 2024-2025
Champs : Ensemble des étudiants qui a répondu au questionnaire, en excluant ceux qui n'ont pas répondu, les réponses autres (n = 12942)
Khi2 : 45 ; **ddl** : 4 ; **proba** : < 0,001 ; **V de Cramer** : 0,059

Les données indiquent que le lieu de vie joue un rôle non négligeable dans la participation des étudiants aux mobilisations politiques (fig. 8). Les taux les plus élevés se retrouvent chez ceux vivant en colocation (49,4 %) ou en résidence collective type CROUS ou foyer (43,2 %), tandis qu'ils sont plus faibles chez ceux vivant chez leurs parents (39,6 %) ou seuls (41,4 %). Ces résultats tendent à confirmer l'hypothèse selon laquelle la vie en communauté favorise les engagements militants, en créant des environnements propices à la discussion, à la mobilisation collective et à la circulation d'informations militantes. La proximité physique et relationnelle dans un lieu collectif permet une politisation renforcée, où les normes, les valeurs et les pratiques militantes peuvent être partagées, voire encouragées. L'importance des socialisations secondaires — au-delà de la famille — dans la transmission des dispositions à la politisation est également soulignée, ce qui donne tout son poids à l'effet des lieux de vie collective dans l'activation de la participation politique chez les étudiants (Muxel, Bier, Audoux, 2000).

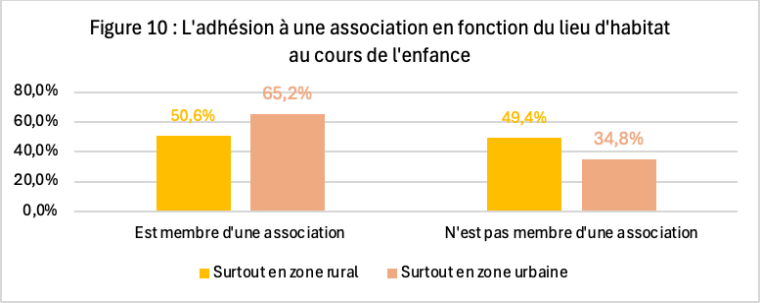


Note de lecture : Parmi les étudiants issus de milieux urbains, 18,4 % déclarent participer à la fois à des manifestations et à d'autres formes de mobilisations politiques.
Source : Enquête « Les étudiant-e-s et le rapport à la politique » (ETUPOL), Collectif POF, 2024-2025 **Champs** : Ensemble des étudiants qui a répondu au questionnaire, en excluant ceux qui n'ont pas répondus et les « je ne sais pas » (n = 12357)
Khi2 : 31 ; **ddl** : 3 ; **proba** : < 0,001 ; **V de Cramer** : 0,050

Les écarts entre milieux ruraux et urbains en matière de participation politique restent relativement modérés, mais révèlent des dynamiques intéressantes (fig. 9). Les étudiants urbains participent légèrement plus que leurs homologues ruraux aux mobilisations et manifestations : 18,4 % contre 15,9 % pour une double participation, et 25,9 % contre 23,7 % pour les mobilisations seules. Par ailleurs, le taux de non-participation est plus élevé en milieu rural (55,4 %) qu'en milieu urbain (50,5 %). Ces différences peuvent s'interpréter à la lumière des travaux de Berger et Luckmann (2006), selon lesquels la réalité sociale se construit dans l'interaction quotidienne. En ce sens, les espaces urbains, souvent plus denses et plus politisés, offrent davantage d'opportunités de rencontres, d'échanges et d'invitations à l'engagement que les espaces ruraux, parfois plus isolés. Cette différence de contexte peut influencer la probabilité d'exposition aux idées militantes et donc, in fine, la participation politique.

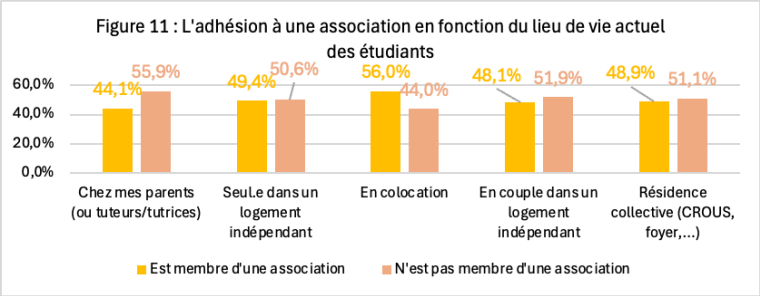
ASSOCIATIONS : UN EFFET DU LOGEMENT OU DE LA VILLE D'ORIGINE

L'engagement associatif des étudiants semble influencé à la fois par leur logement actuel et par leur territoire d'origine (fig. 10). Les données de l'enquête révèlent que les étudiants ayant grandi en zone urbaine sont nettement plus nombreux à être membres d'une association (65,2 %) que ceux issus du monde rural (50,6 %), ce qui pourrait s'expliquer par une plus grande familiarité avec l'offre associative en milieu urbain.



Note de lecture : 50,6 % des étudiants qui ont vécu en zone rurale au cours de leur enfance, adhèrent à une association (sportive, solidaire, artistique, religieuse, militante, étudiante…)
Source : Enquête « Les étudiant-e-s et le rapport à la politique » (ETUPOL), Collectif POF, 2024-2025
Champs : Ensemble des étudiants qui a répondu au questionnaire, en excluant ceux qui n'ont pas répondus et les « Je ne sais pas » (n = 10529)
Khi2 : 228 ; **ddl** : 1 ; **proba** : < 0,001 ; **V de Cramer** : 0,147

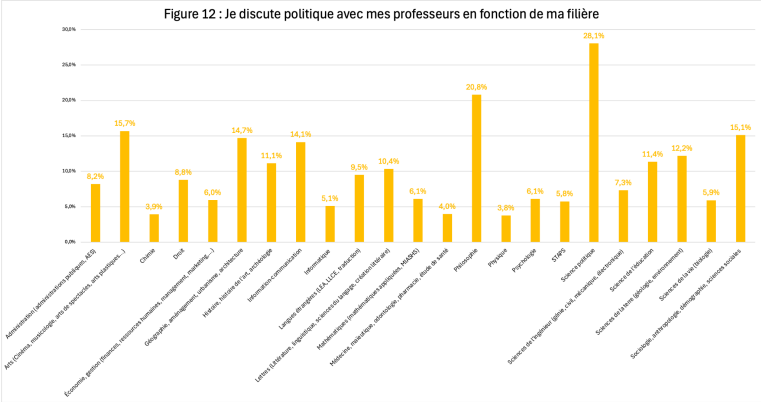
Toutefois, le cadre de vie étudiant joue aussi un rôle (fig. 11) : vivre en colocation (56,0 %) ou dans un logement indépendant favorise davantage l'adhésion que résider chez ses parents (44,1 %). Ainsi, si le milieu d'origine a un effet structurant, les conditions de logement pendant les études, en particulier lorsqu'elles favorisent la sociabilité, renforcent également l'investissement dans les associations. Ces résultats soulignent donc un double effet socialisateur : celui des trajectoires résidentielles passées, et celui des espaces de vie actuels.



Note de lecture : 51,1 % des étudiants qui vivent dans une résidence collective (CROUS, foyer…) adhèrent à une association (sportive, solidaire, artistique, religieuse, militante, étudiante…)
Source : Enquête « Les étudiant-e-s et le rapport à la politique » (ETUPOL), Collectif POF, 2024-2025
Champs : Ensemble des étudiants qui a répondu au questionnaire, en excluant ceux qui n'ont pas répondus et les « autres, précisez… » (n =12824)
Khi2 : 71 ; **ddl** : 4 ; **proba** : < 0,001 ; **V de Cramer** : 0,074

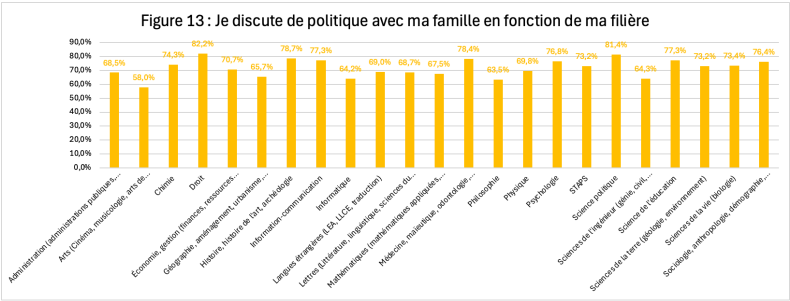
Études et politisation : l'université comme facteur de rupture ?

TOUS LES ÉTUDIANTS PARLENT-ILS POLITIQUE ?



Note de lecture : 28,1 % des étudiants en science politique discutent de politique avec leurs professeurs.
Source : Enquête « Les étudiant-e-s et le rapport à la politique » (ETUPOL), Collectif POF, 2024-2025
Champs : Ensemble des étudiants qui ont répondus au questionnaire, en excluant ceux qui n'ont pas répondus. (n = 12629)
Khi2 : 286 ; **ddl** : 22 ; **proba** : < 0,001 ; **V de Cramer** : 0,150

Les discussions politiques entre étudiant·es et professeur·es, bien que minoritaires, constituent un espace de socialisation politique secondaire particulièrement structurant (fig. 12). Lorsqu'elles ont lieu, ces interactions peuvent favoriser une prise de recul critique, une montée en généralité sur les enjeux contemporains, ou encore la découverte de nouvelles grilles de lecture du monde social. Certaines filières, comme les sciences politiques (28,1 %), encouragent particulièrement ce type d'échange, tandis que les disciplines scientifiques sont moins propices à ce type de discussions (Chimie, 3,9 %). En effet, les filières de sciences humaines et sociales tendent à susciter un rapport plus critique et réflexif à la politique (Michon, 2008). Le cadre pédagogique, les objets d'étude et les profils des enseignant·es créent un environnement propice aux discussions idéologiques et à la politisation. À l'inverse, dans les filières plus scientifiques, ces conversations sont souvent plus rares, tant en raison du contenu des cours que de la distance symbolique perçue entre les étudiant·es et leurs professeur·es.

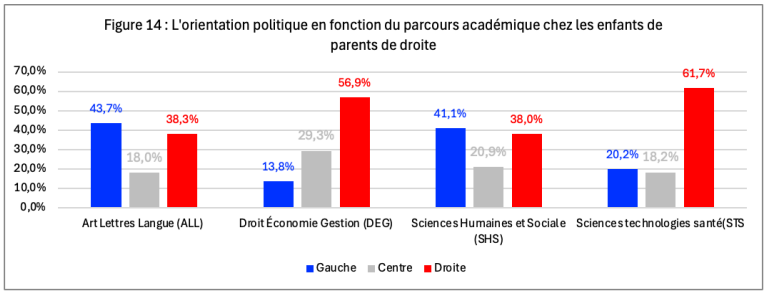


Note de lecture : 82,2 % des étudiants en droit discutent de politique avec leurs parents.
Source : Enquête « Les étudiant-e-s et le rapport à la politique » (ETUPOL), Collectif POF, 2024-2025
Champs : Ensemble des étudiants qui a répondu au questionnaire, en excluant ceux qui n'ont pas répondu. (n = 12529)
Khi2 : 221 ; **ddl** : 22 ; **proba** : < 0,001 ; **V de Cramer** : 0,133

Les discussions politiques en famille sont globalement fréquentes (fig. 13), avec des taux variant de 58,0 % à 82,2 %. Cependant, une divergence importante existe selon les filières d'études : les étudiants en droit (82,2 %) et en sciences politiques (81,4 %) participent davantage à ces échanges, en raison de la nature même de leurs études, qui les confrontent directement à des enjeux politiques. En revanche, dans des disciplines comme les sciences de l'ingénieur (64,3 %), la philosophie (63,5 %) et les arts (58,0 %), les discussions politiques sont moins fréquentes, probablement en raison de la moindre focalisation de ces domaines sur les enjeux politiques immédiats. Les recherches confirment cette tendance, soulignant que le choix du parcours académique influence significativement la politisation des étudiants, renforçant l'idée que les filières comme le droit et la science politique favorisent un environnement propice à la socialisation politique (Guillet, 2016).

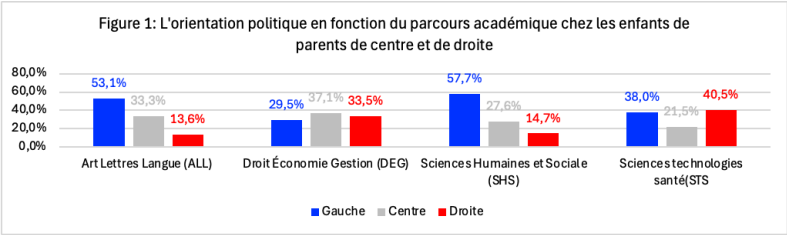
LA FAC PLUS FORTE QUE LA FAMILLE ?

Les données montrent que le positionnement politique des étudiants varie fortement selon leur filière d'études, mais aussi selon leur socialisation familiale.



Note de lecture : Parmi les étudiants dont les deux parents sont de droite, 43,7 % des étudiants issus du domaine Art-lettres-Langues se positionnent à gauche de l'échiquier politique.
Source : Enquête « Les étudiant-e-s et le rapport à la politique » (ETUPOL), Collectif POF, 2024-2025
Champs : Ensemble des étudiants qui a répondu au questionnaire, en excluant ceux qui n'ont pas répondu, les « ne souhaite pas répondre », « ne sait pas », « rien de tout ça » et le filtre « 2 parents à droite » provenant d'un recodage.(n =1180)
Khi2 : 108 ; **ddl** : 6 ; **proba** : < 0,001 ; **V de Cramer** : 0,427

Lorsque les deux parents se situent à droite (fig. 14), les étudiants adoptent majoritairement un positionnement politique similaire, en particulier dans les filières Droit-Économie-Gestion (56,9 %) et Sciences-Technologies-Santé (61,7 %). Toutefois, dans les domaines des lettres, des arts et des sciences sociales, les étudiants de gauche talonnent, voire concurrencent ceux de droite. Cette dynamique met en lumière les dissonances familiales qui peuvent émerger dans le processus de socialisation politique, sous l'effet du parcours académique et des sociabilités propres à la vie étudiante.



Note de lecture : Parmi les étudiants dont un parent est de centre et l'autre de droite, 57,7 % des étudiants issus du domaine Sciences Humaines et Sociales se positionnent à gauche de l'échiquier politique.
Source : Enquête « Les étudiant-e-s et le rapport à la politique » (ETUPOL), Collectif POF, 2024-2025
Champs : Ensemble des étudiants qui a répondu au questionnaire, en excluant ceux qui n'ont pas répondu, les « ne souhaite pas répondre », « ne sait pas », « rien de tout ça » et le filtre « 1 parent de centre et 1 parent de droite » provenant d'un recodage.(n = 932)
Khi2 : 88 ; **ddl** : 6 ; **proba** : < 0,001 ; **V de Cramer** : 0,434

En revanche, lorsque l'un des parents est au centre et l'autre à droite (fig.15), la gauche progresse nettement, notamment en Arts-Lettres-Langues (53,1 %) et en Sciences Humaines et Sociales (57,7 %), et la droite recule notamment dans les domaines sociales, artistiques et de lettres. Ce contraste confirme l'idée que la politisation des jeunes ne résulte pas uniquement d'une reproduction familiale directe. La transmission politique parentale est plurielle et peut être modulée selon les configurations familiales, (Broutelle, 2011). Par ailleurs, les résultats confirment les analyses, pour qui le contexte universitaire — à la fois disciplinaire et institutionnel — agit comme un espace de reformulation ou de renforcement des dispositions politiques (Michon, 2008). Enfin, on retrouve ici l'intuition selon laquelle certaines filières, comme le droit, tendent à attirer ou à conforter des dispositions politiques plus conservatrices, en raison du type de savoirs et de normes qu'elles valorisent (Guillet, 2016). Le domaine d'études apparaît ainsi comme un lieu central de reconfiguration ou de continuité des orientations politiques, dans une dynamique où héritage familial et socialisation secondaire s'entrelacent.

Conclusion

Si la politisation familiale constitue un socle déterminant dans la formation des orientations politiques des étudiant·es, elle ne saurait en épuiser les dynamiques. L'université, à travers les socialisations secondaires qu'elle engendre, agit comme un espace de redéfinition – parfois de rupture – avec ces héritages. Les nouvelles sociabilités construites dans le cadre des études, qu'elles soient amicales, militantes ou académiques, offrent aux étudiant·es des occasions de reformuler leurs rapports à la politique, d'affirmer leur autonomie idéologique, ou au contraire de consolider des affinités déjà présentes. Ainsi, la politisation étudiante apparaît comme un processus évolutif, à la croisée de transmissions familiales et d'expériences sociales nouvelles, où l'université joue un rôle actif, mais non exclusif.

Références bibliographiques

- Berger P., Luckmann T., *La construction sociale de la réalité*, Armand Colin, 2006, 357 p.
- Broutelle A-C., « La politique, une affaire de famille(s) ? », *Idées économiques et sociales*, 116, pp. 31-38, 2011.
- Guillet R., *Socialisation politique et orientation dans l'enseignement supérieur : études des liens entre le choix du parcours de spécialisation et les attitudes politiques chez les étudiants en Licence de droit*, Education, 2016.
- Michon S., *Les effets des contextes d'études sur la politisation*, Revue Française de Pédagogie, n°163, pp.63-75, 2008.
- Muxel A., Bier B., Audoux P., *Transmission familiale et socialisation politique*, La transmission. Des pères aux pairs. pp. 44-51; n°120, 2000.